

Paris, le 15 juin 2009

Madame la Ministre,

Lors du CTPM du 9 juin, votre directeur de cabinet, M. Jean-François Hébert, a annoncé la mise en place d'un « comité de pilotage » chargé de délocaliser le siège de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ; cette instance devrait se réunir le 29 juin prochain.

Cette annonce est un affront inadmissible fait aux agents de l'Inrap qui, depuis 9 mois, vous ont fait savoir, avec vigueur, leur farouche opposition à ce projet destructeur de l'archéologie préventive, « cette belle réussite nationale » telle que l'a naguère qualifiée le président de la République.

*Faut-il vous rappeler que :*

- les 130 agents du siège, massivement soutenus par leurs collègues des interrégions, refusent cette mesure arbitraire ;
- par voie de presse la communauté scientifique a dénoncé l'absurdité de cette décision ;
- toutes les instances paritaires de l'établissement se sont prononcées contre ce projet ;
- la direction de l'établissement a proposé des solutions alternatives ;
- l'essentiel des administrateurs de l'établissement s'est indigné de l'absence de transparence de la part de votre ministère, de l'ignorance dans laquelle ils ont été maintenus depuis la prise de décision jusqu'à la remise confidentielle du rapport Roy-Aubin-Korilitski.

*Faut-il vous rappeler encore que :*

Malgré nos demandes répétées, celles des organisations syndicales et celles de nos administrateurs, celles de notre conseil scientifique, vous vous obstinez à refuser la communication de ce rapport.

*Faut-il vous rappeler enfin que :*

- nous refusons cette décision, indigne d'une tutelle ;
- notre détermination reste intacte ;
- nous agirons dès qu'il le faudra.

*Par conséquent, nous exigeons :*

- que vous communiquiez à nos instances paritaires le rapport Roy-Aubin-Korilitski
- qu'avant le 22 juin prochain, vous rendiez publiquement un avis sur les analyses et recommandations de ce rapport, conformément à l'engagement pris par votre conseiller social le 25 mai dernier.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Mme la Ministre, à l'assurance de notre plus grande vigilance.

Pour les agents du siège, le collectif